

EUROPEAN STORIES: INTELLECTUAL DEBATES ON EUROPE IN NATIONAL CONTEXTS

Florence Delmotte

L'Harmattan | *Politique européenne*

2011/3 - n° 35
pages 205 à 212

ISSN 1623-6297

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2011-3-page-205.htm>

Pour citer cet article :

Delmotte Florence, « European Stories: Intellectual Debates on Europe in National Contexts », *Politique européenne*, 2011/3 n° 35, p. 205-212.

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Justine Lacroix and Kalypso Nicolaïdis (eds), *European Stories: Intellectual Debates on Europe in National Contexts*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 409 pages.

Explorer sans tabou la pluralité des débats intellectuels sur l'Europe à travers un vaste éventail de pays membres ; nourrir une réflexion cohérente sur la signification et la portée de leur diversité narrative et de leurs éventuelles complémentarités : tel est le double défi relevé par ce collectif ample et ambitieux.

Son objet, ce sont donc les *European Stories* qui s'écrivent dans les débats nationaux à l'initiative des « intellectuels publics », ces personnalités du monde académique que la renommée, « l'autorité culturelle », autorise à s'adresser à une audience plus large et à se faire entendre sur des sujets qui débordent leur stricte spécialité¹. Mais l'investigation, ici, n'est pas de nature sociologique, même si les origines et la réception de l'activité de ces intellectuels sont évoquées dans de nombreux chapitres. L'ouvrage, en effet, s'intéresse avant tout au contenu des discours produits ces dernières décennies. L'introduction se charge alors de survoler les (innombrables) projets et controverses auxquels l'idée européenne a donné lieu depuis les Lumières et le *Projet* de l'Abbé de Saint-Pierre (p. 4-9), et d'expliquer la quasi-absence de débat sur l'Europe durant la guerre froide (p. 10-12). La proposition est ensuite de se focaliser sur les visions de l'intégration européenne proposées depuis les années 1990, une période avant tout

¹ Stefan Collini, *Absent Minds: Intellectuals in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 46, cité p. 1.

marquée par la ratification difficile du traité de Maastricht en 1992 et par l'échec du traité constitutionnel en 2005. Il s'agit aussi de mettre en évidence, non seulement les différences de jugement qui se dessinent dans les arènes nationales, mais encore les manières parfois très diverses dont les termes mêmes du débat sont posés selon les contextes, et enfin les éventuelles répercussions de certaines scènes à d'autres. En un mot, il s'agit d'approfondir la compréhension des multiples facettes du processus européen dans son ensemble par la reconstruction des *European narratives* qui ressortent des débats analysés (p. 3) et, ce, sans renoncer à l'analyse minutieuse de la pluralité des terrains et des idées mises en dialogue. Sans renoncer non plus à la cohésion théorique et normative de l'entreprise, dont l'objectif principal reste de mieux comprendre l'Europe elle-même, bon gré mal gré en construction, à travers ses interprétations multiples et les débats qui s'y rapportent.

Bien sûr, ces débats demeurent dans une large mesure encadrés par les frontières des États ainsi que par les domaines d'études ou disciplines de rattachement des intellectuels. Justine Lacroix et Kalypso Nicolaidis discernent cependant deux grands débats largement structurants depuis Maastricht (p. 13). Le premier oppose ceux qui en appellent à une unité du continent à ceux qui considèrent les nations comme seules légitimes ; le second s'articule autour de la recherche d'une troisième voie, ni nationale ni supranationale mais plutôt transnationale, qui cherche les conditions de « l'unité dans la diversité » sans nier ni, à l'inverse, réifier la souveraineté étatique. Cette hypothèse triangulaire misant sur l'importance de lignes de partage transversales, ou transnationales, n'est évidemment pas incompatible avec l'existence d'une multiplicité de variantes au sein de chacune de ces trois « positions ».

C'est ce schéma qui sera confronté au foisonnement des analyses proposées dans les cinq parties centrales du livre (dont on ne pourra que très partiellement évoquer quelques-uns des seize chapitres). Celles-ci sont respectivement consacrées aux États « fondateurs » (Allemagne, France et Italie), à la première génération de *joiners* (Royaume-Uni, Irlande, Grèce, Espagne), aux « revenants » (au sens, pour la Pologne, la Roumanie et la République tchèque, d'un retour à la démocratie, plutôt qu'à l'Europe qu'elles n'ont jamais quittée), et pour finir aux *outliers* que sont la Norvège et la Turquie, situées aux marges du système « UE ». Cette subdivision chronologique classique ne présuppose évidemment aucune homogénéité entre les pays qu'elle regroupe. Pour le lecteur, l'exploration des contextes

nationaux se voit plutôt structurée par le triangle des positions normatives précédemment évoqué, et par un balisage métathéorique portant avant tout sur la figure de l'intellectuel, qui occupe la première partie du livre.

De celle-ci, on aimerait retenir le premier chapitre, celui de Francis Cheneval, dont le titre parodique, « *Lost in Universalization* », résume parfaitement le dilemme, quasi existentiel, déjà épinglé par Sénèque et qui caractérise tout particulièrement bien l'intellectuel européen, écartelé entre l'allégeance à une communauté politique particulière et l'obédience à des lois morales universelles (p. 31). On notera que F. Cheneval ne se contente pas d'une élucidation lumineuse de cette délicate posture et de ses différentes issues, mais qu'il prend position en en choisissant une, sans ambiguïté. Pour le philosophe, l'intellectuel européen n'est pas seulement celui qui « participe aux discussions publiques sur les affaires européennes » (p. 37). C'est une personne qui s'engage dans ces discussions en critiquant, affirmant ou projetant des institutions et des actions européennes communes, lesquelles conditionnent voire garantissent la délibération démocratique et l'ouverture mutuelle des espaces publics en l'absence d'un espace public unifié. On ajoutera que cette absence n'est pas jugée problématique mais plutôt consubstantielle au projet européen tel que F. Cheneval le définit. Cette perspective radicalement cosmopolitique, « multilatéraliste », souligne ainsi l'illusion que représente la création d'un peuple européen ou l'émergence d'un *demos* européen. Mais elle met surtout en garde contre la tentation étatiste, *in fine* privilégiée par Habermas (dont F. Cheneval souligne toutefois qu'il est « plus facile de [le] critiquer que de concevoir une autre option d'union politique européenne réussie », p. 45). On observerait en effet une corrélation évidente entre la promotion d'une identité européenne plus forte et une xénophobie accrue envers un Autre, intérieur ou extérieur, au besoin imaginaire². La consolidation identitaire de l'UE, si souvent invoquée à l'appui de sa consolidation politique, se traduirait paradoxalement par une réduction de la tolérance à l'intérieur même de ses frontières, une menace pour l'intégration. On devrait même se réjouir, finalement, du faible attachement émotionnel des citoyens à l'Europe ! Cela dit, tout en défendant, dans tous les sens du terme, le caractère radicalement original de cette figure émergente du politique que constitue l'Europe, il ne s'agit

² Voir Paul Magnette, « Comment peut-on être européen ? », *Raison publique*, n° 7, 2007, p. 99-114, cité p. 47.

pas de se bercer d'illusions. Le modèle d'Europe kantienne³ envisagé est par définition extrêmement fragile parce qu'unique (p. 49), sans cesse menacé par la structure multipolaire d'une politique mondiale dominée par des puissances qui sont toutes des États-nations. En bref, c'est peu dire que le plaidoyer de F. Cheneval en faveur du cosmopolitisme donne d'entrée de jeu, sinon le ton, du moins une tonalité théorique et philosophique forte, et une des significations politiques possibles du livre dans son ensemble.

Mais, à nouveau, ce point de vue marquant – un autre peut être trouvé dans la référence récurrente dans l'ouvrage aux thèses d'Habermas, et à la figure archétypale de l'intellectuel européen que le philosophe allemand représente – n'agit pas comme un biais. C'est, au risque de se répéter, ce qui fait la qualité, rare, de ce collectif solidement charpenté – même si, inévitablement, tous les chapitres n'atteignent pas le même niveau de cohérence. Une majorité des contributeurs sont manifestement d'accord sur l'objet et sur la méthode, conscients du point de vue normatif assumé par la direction de l'ouvrage, et au fait du contenu des autres chapitres ; en témoignent les renvois de l'un à l'autre, plus fréquents que dans nombre de livres du genre. Dans le même temps, c'est sans œillères, tout à fait librement, qu'ils abordent la reconstruction de ce qui fait la singularité de chaque arène, et sans pour autant faire de la promotion de cette singularité le principal enjeu.

Exemple réussi parmi d'autres de cet exercice difficile, l'analyse par Daniel Barbu du cas roumain, dans tout ce qu'il a d'atypique, permet de décentrer le regard sur ce qui fait « l'Europe » dans les chapitres précédents et de mettre en question la définition même de l'intellectuel européen, le plus souvent supposé « progressiste ». Le rapport de prévalence entre la souveraineté culturelle et l'autonomie politique apparaît totalement inversé dans les discours des intellectuels roumains contemporains inspirés par Mircea Eliade, Emil Cioran ou Constantin Noica. Chez leurs épigones, la référence omniprésente à la religion et à ses martyrs, symboles d'une résistance ancestrale au viol des valeurs et des modes de vie authentiques, mais aussi le lien plus concret aux autorités actuelles de l'Église orthodoxe, nourrissent le récit d'une mission de la nation roumaine, paradoxalement – paradoxalement pour « nous » – vouée à sauver

³ Au sens de Jean-Marc Ferry, *Europe, la voie kantienne. Essai sur l'identité postnationale*, Paris, Cerf, 2005, cité p. 45.

« l'esprit » de l'Europe (culturelle), cette âme qui ne survit qu'à l'Est, de sa corruption par... l'Union (politique). Cependant, comme le souligne D. Barbu (p. 255), les *Romanian European stories* ne dédaignent pas toujours d'emprunter, en les caricaturant au besoin, les thèses défendues par Pierre Manent, Roger Scruton ou Joseph Weiler dans des cénacles bien différents et plus modérés. Que la Roumanie puisse être considérée ou non comme un cas « déviant » du processus de rationalisation et de sécularisation observé ailleurs (p. 254), ses intellectuels ne sont donc pas tout à fait originaux dans leur dénigrement de l'Union européenne, ni même dans ce qui le fonde ou ce qui constitue précisément sa cible. Et ce qui les distingue est aussi riche d'enseignement sur ce qui n'existe pas, ou existe moins, dans les *European stories* rédigées ailleurs.

La question, connexe et plus large, du soutien ou de l'adhésion est bien évidemment traitée de manière transversale. Mais la plupart des auteurs ont pris soin de ne pas en faire la seule qui vaille d'être posée, de manière forcément réductrice, comme c'est parfois le cas dans les études sur l'opinion publique européenne fondées sur l'étude des Eurobaromètres et autres sondages. Certes, on s'attachera par exemple à expliquer ou à rappeler comment certaines trajectoires nationales ont contribué à construire, pour des raisons spécifiques ou communes, un espace public et une scène intellectuelle plus ou moins majoritairement et durablement favorables à l'intégration européenne. C'est notamment le cas dans les chapitres consacrés à l'Allemagne (par Jan-Werner Müller), à l'Italie (par Mario Telò) et à l'Espagne (par Carlos Closa et Antonio Barroso). Mais on s'y intéresse surtout à montrer ce qu'il y a derrière la façade, à décortiquer les divergences parfois profondes que peuvent faire passer au second plan la faiblesse de l'attachement à la nation chez les uns, l'importance de l'idée de démocratie et son association étroite à l'intégration européenne chez les autres.

Dans un chapitre particulièrement brillant, J.-W. Müller analyse ainsi ce qui se joue, dans une Allemagne globalement pro-européenne, « à l'ombre de l'étatisme », de part et d'autre de la figure de Habermas. De celui-ci, l'auteur défend assez clairement le point de vue tout en demeurant critique. Si pour J.-W. Müller la vision habermassienne de l'Europe ne se réduit nullement à la projection de la trajectoire postnationale ouest-allemande, on ne peut que mettre en doute le postulat selon lequel il existerait en Europe un consensus social-démocrate suffisamment fort pour justifier la création d'un État d'États-nations (p. 99). Cette mise au

point faite, il dissèque sans parti pris les réponses « sceptiques (et non pas *euroseptiques*) » (p. 99 *sq*) qu'opposent à la conception d'Habermas une vision étatiste modérée, d'un côté, la quête d'un anti-étatisme cohérent, de l'autre. *In fine*, l'auteur montre comment les particularités de la vision allemande de l'État et les vocabulaires hérités de la pensée politique et de la théorie du droit survivent dans les controverses à propos de l'Europe et des conditions de la démocratie. Il démontre aussi de manière fort convaincante que cet héritage n'est pas qu'un obstacle pour comprendre les caractéristiques institutionnelles potentiellement novatrices de l'Union. Des controverses passées particulièrement riches sur l'empire, la nation, le fédéralisme ou le droit international constituent également une ressource pour repenser les réalités européennes de manière créative, distancée des perspectives autocentrées (p. 103). En conclusion, il avance que le caractère théoriquement très élaboré des arguments développés à propos de l'État européen ainsi que l'affaiblissement récent de l'« euro-fondamentalisme » rendent les débats allemands plus compatibles avec d'autres discussions, y compris en Europe centrale et de l'Est (p. 104). Particulièrement subtiles et travaillées, les idées « allemandes » sur la nature du futur de l'UE, quelles que soient leurs divergences, seraient ainsi « mieux équipées pour voyager » que les arguments venus de France ou d'Angleterre, davantage obnubilés par la question de la souveraineté, et très « égocentriques » voire agressifs en comparaison.

À ce propos, dans le chapitre sur la France, J. Lacroix confirme l'intuition que les débats s'y opposent presque en tous points à ceux étudiés par J.-W. Müller. Elle montre notamment que, depuis 1992, la critique domine les discours. D'un côté, les néo-tocquevilliens (comme Pierre Manent), qualifiés à tort de « libéraux », voient dans une Europe « désincarnée » le symptôme d'une religion du droit (p. 106 et 112 *sq*), minant la démocratie par son indéfinition communautaire. De l'autre, le paradigme libéral-révolutionnaire (représenté par Étienne Balibar) blâme à l'inverse une Union trop fermée, incapable, avant tout du fait de sa politique migratoire, de faire respecter les droits de l'homme supposés être à son fondement (p. 115-119). La question des frontières surplomberait donc les débats. Autre point commun : ni par les uns ni par les autres le cadre national n'est considéré comme en passe d'être dépassé. La nation, fût-ce à travers le modèle social ou comme cadre de socialisation, resterait même l'idéal à transposer (p. 121). Face aux discussions allemandes, le supranationalisme et le concept d'État européen apparaissent quasiment

absents de l'histoire européenne à la française (p. 120). Celle-ci pourrait toutefois rappeler aux premières l'importance de la politisation des débats et de l'engagement des individus, au sens fort et noble de ces termes, pour la définition, au-delà du droit, des conditions de la démocratie. Ainsi, même très autocentrées comme elles apparaissent en France, les discussions sur l'Europe auraient toutes quelque chose à apporter au moulin des *European Stories*.

Pour ne prendre qu'un dernier exemple, c'est aussi ce que démontre le chapitre consacré aux intellectuels britanniques par Georgios Varouxakis, toujours dans une belle complémentarité avec les pages consacrées à l'Allemagne. Avec une certaine jubilation, l'auteur tord le cou en passant à deux idées reçues : il n'y aurait pas d'intellectuels en Grande-Bretagne ou ils ne s'intéresseraient pas à l'Europe (p. 147). Remontant jusqu'à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté, G. Vaouxakis montre qu'entre les années 1960 et 1990, l'Europe déchaîna souvent les passions, au point d'imposer un moratoire sur la question ces dix dernières années. Ici aussi l'analyse, sans les ignorer, s'éloigne fort des lieux communs sur l'euroscpticisme. Elle montre bien la complexité des positionnements des intellectuels britanniques, au-delà de l'impact de la relation particulière entretenue avec les États-Unis ou de l'expérience du déclin en tant que grande puissance. Si G. Varouxakis conclut sur la convergence relativement récente mais profonde en faveur de la défense de la nation, à droite comme à gauche, il montre bien que les arguments de celle-ci sont irréductibles à une critique directe de l'UE et visent plus généralement une certaine conception du cosmopolitisme, à l'inverse donc de ce qui s'observe chez les conservateurs mais aussi dans certaines fractions de la gauche allemande et française. L'auteur termine en pointant ce qui, contre toute attente, fait peut-être des discussions britanniques un modèle pour l'Europe. Non seulement les débats analysés lui apparaissent riches et stimulants par leur contenu. Mais ils témoignent en outre du rejet d'une logique des idées poussées à leur extrême au profit d'une vraie volonté de discuter, d'une recherche constante du compromis, au meilleur sens du terme, parfois d'un refus de choisir. Comme si le fait de défendre la complexité, la diversité, voire la confusion et le désordre (p. 166), s'avérait finalement indissociable du pluralisme et de la démocratie.

La conclusion générale de Janie Pélabay, Kalypso Nicolaïdis et Justine Lacroix, sous-titrée *In Praise of Europe's Narrative Diversity*, assume de même, en un sens, la nécessité du « non-choix ». Cette option n'empêche nullement, au contraire, de confronter les points de vue, ni de reconnaître leur évolution, mais accepte leur irréductible pluralité. Il n'y a pas de grand récit de l'histoire européenne, à moins de le considérer comme essentiellement polyphonique (p. 335). De cette polyphonie, il émergerait trois grands débats : « relationnel », en termes d'identité, « civilisationnel », en termes de « progrès », et politique, en termes d'intégration et de démocratie. Mais il y va aussi, plus fondamentalement encore, de la définition de la finalité et de la nature de l'entité politique « Europe » et de son régime. Et donc de la question du rôle des intellectuels, posée d'emblée par Michael Freeden. Ici, à nouveau, le choix est fait : non se mettre d'accord une fois pour toutes sur ce que signifie « être européen », mais s'accorder pour s'expliquer les uns aux autres comment chacun conçoit le projet européen (p. 362).

Reste que « réfléchir à l'Europe n'est pas le passe-temps favori de tout le monde »⁴, comme le rappelle J. Lacroix citant Juan Díez Medrano. Dans un chapitre pré-conclusif justement provocateur, ce dernier montre que, dès lors qu'on jette un regard sociologique sur les visions de l'Europe des élites politiques et des opinions publiques, les similarités l'emportent à la fois entre les premières et les secondes et au plan transnational. Les unes et les autres convergeraient en une sorte de sens des priorités (p. 316) qui n'a pas que du mauvais, l'essentiel n'étant plus alors, par exemple, que l'Europe trouve son ennemi ou son Autre, mais qu'elle fonctionne. Cependant, le contraste est grand entre ce pragmatisme unifiant et la richesse polyphonique des débats intellectuels, et donc long le chemin pour bénéficier du potentiel réflexif, dialogique, intégrateur et émancipateur de cette diversité narrative. Ce qui repose inlassablement le problème de l'appropriation, par les citoyens européens, des enjeux sur le sens de l'Europe.

⁴ Juan Díez Medrano, *Framing Europe : Attitudes towards European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 22, cité p. 107.